

EMPRUNT OBLIGATAIRE

4 000 milliards de centimes récoltés par la BDL et la BEA en une semaine

L'emprunt obligataire lancé par les pouvoirs publics officiellement le 17 avril dernier enregistre, une semaine après son lancement, des résultats jugés appréciables par des banquiers. Pour les seules banques BDL (Banque du développement local) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA), les montants de l'épargne toutes catégories confondues s'élèvent à une somme de l'ordre de 4 000 milliards de centimes.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Invité hier du forum du quotidien *El Moudjahid*, Lazhar Latrèche, DGA finance à la BEA, a annoncé que la banque a pu collecter « approximativement » 2000 milliards de centimes, entre la période du 17 avril au dimanche 24 du même mois, et c'est, à peu de choses près, le montant que la BDL a également pu collecter comme l'a confirmé son P-dg, Mohamed Krim qui a précisé que l'ensemble des coupons émis par la banque ont été épuisés sans aller plus dans le détail.

De son côté, Algérie Poste représentée par son DG, Abdennacer Sayah, a annoncé que, pour la seule journée du dimanche 24 avril, quelque 500 épargnants ont souscrit à l'opération au niveau de certaines des agences d'AP. « Ces chiffres montrent l'importance de la réussite de l'opération qui n'en est qu'à ses débuts », ont affirmé les intervenants ajoutant qu'un point de

situation définitif sera fait une fois que l'opération sera achevée peut-être même avant l'échéance fixée préalablement qui est de l'ordre de six mois. Interrogé sur le fait que le lancement de l'emprunt national pouvait saper l'opération de conformité fiscale volontaire lancée plus tôt par le gouvernement pour bancariser l'argent de l'informel, le P-dg de la BDL a réfuté cette thèse en indiquant qu'au contraire, les deux opérations pouvaient être complémentaires. « Les deux opérations peuvent, au contraire, être couplées. C'est-à-dire que si quelqu'un a de l'argent (échappant au fisc) il peut venir souscrire à l'emprunt national et payer 7% dans le cadre de la conformité fiscale volontaire, rien ne l'empêche de faire cela. A la fois, il va régulariser sa situation financière et en même temps c'est de l'argent qu'il injecte dans l'économie », a expliqué Mohamed Krim. Il faut noter que les détenteurs de fonds « informels » peuvent être plus tentés



La BDL invite les citoyens à appréhender l'emprunt sous l'angle de l'utilité.

par l'emprunt obligataire qui offre des taux de rémunération entre 5% sur trois ans et 5,75% sur 5 ans qui plus est nets d'impôt plutôt que par « bancariser » leur argent en payant 7% sur l'argent déposé.

Selon le P-dg de la BDL, les 5% que touchera potentiellement le souscripteur à l'emprunt national peuvent largement couvrir les 7% qu'il payera pour « formaliser » son argent. S'agissant du risque inflationniste qui pourrait dissuader les épargnants à opter pour l'emprunt national alors que le taux d'inflation est à peu de choses près du même niveau,

Mohamed Krim évacue un tel risque en soulignant que le taux d'inflation est en dessous des taux de rémunération proposés dans le cadre de l'emprunt national pour la croissance économique (respectivement de 5 et 5,75%).

Sur le risque d'effet d'éviction sur l'économie, sachant que les dépôts dans le cadre de l'emprunt obligataire sont des ressources en moins pour les banques, le P-dg de la BDL s'est montré tout aussi rassurant en soutenant qu'un tel risque n'existe pas. « Nous faisons en sorte que le ratio des liquidités soit toujours au

niveau de ce qui est exigé dans le cadre des règles prudentielles », a-t-il précisé.

Répliquant, enfin, à certaines parties notamment islamistes qui remettent en cause le taux d'intérêt de l'emprunt national en le considérant comme contraire à la religion, le P-dg de la BDL les invite à appréhender l'emprunt sous l'angle de l'utilité. « Si on veut faire de l'Algérie un pays émergent, nous avons besoin de tous les capitaux. L'heure n'est pas à ce débat qui nous fait perdre de l'énergie et du temps », a-t-il noté en ajoutant qu'il s'agit d'une opération économique et que, par voie de conséquence, « la raison » devait l'emporter sur l'émotion.

A noter que dans le cadre de l'emprunt national, des coupons de 10 000 DA seront édités d'ici une semaine, afin de toucher les ménages sachant que les coupons actuels de l'ordre de 50 000 DA ne sont pas à la portée des modestes bourses. Des coupons de 1 million de DA seront aussi édités toujours à la date sus-indiquée.

Les souscripteurs ont la possibilité « à tout moment » de convertir leurs coupons en liquidités. Les pouvoirs publics comptent lancer une intense campagne de publicité de sorte à toucher le plus possible de citoyens et d'épargnants.

Y. D.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'amer constat

Il est certain que les opérateurs économiques des régions de Annaba, Guelma, Souk-Ahras, Tafraout et Tébessa attendaient beaucoup de cette journée dédiée à « la diversification et le développement de la base d'exportation hors hydrocarbures ».

Et pour cause, ils espéraient voir un peu plus clair en termes de réglementation liée à l'exportation. D'autant que présidée par le ministre du Commerce Belaïb Bakhti, la rencontre organisée par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Seybouse promettait d'être très critique au regard des difficultés multiformes auxquelles est confronté le secteur des exportations en Algérie. D'autant qu'elle se déroulait en présence du président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) Mohamed Laïd Benamor, la Direction des impôts représentée par son directeur Hocine Messikh et des cadres de la Direction régionale des douanes conduits par leur premier responsable M. Nabti, au titre d'intervenants. Il s'agissait également de mettre en relief les opportunités de partenariat algéro-algérien pour développer davantage ce même secteur soumis à des contraintes bureaucratiques et l'absence de moyens de transpor-

tadaptés. Les couleurs avaient été annoncées par le wali de Annaba Youcef Cherfa avec la mise à disposition au profit des investisseurs de terrains d'assiette pour investissement dans les zones industrielles de la wilaya dont la toute dernière a été créée à Berrahal. Il avait été précédé par le président de la CCI Seybouse, Tayeb Sahtouri, qui a appelé au renforcement du partenariat algéro-algérien.

Dans son discours inaugural de la manifestation, le ministre a souligné la nécessité de mettre rapidement en place les moyens nécessaires pour prétendre développer l'exportation du produit made in Algeria. « Nos exportations hors hydrocarbures ne doivent pas être occasionnelles mais perdurer dans le temps. Des problèmes existent dans l'acte d'exportation contrairement aux importations qui sont plus faciles. La production agricole commence à se faire une place même embryonnaire représentée par les primeurs. Il faut mettre fin aux contraintes que rencontrent les exportateurs », a martelé Belaïb Bakhti. Dans le lot de ces moyens, figure en bonne place le transport. Particulièrement celui ferroviaire incontournable dans les opérations d'exportation des produits algériens. Ce dernier aspect n'a pas été abordé par les intervenants, dans les communi-

cations notamment, où il a été beaucoup plus question d'exportations au titre de facteurs de croissance, de défi à relever dans les domaines de la diversification et de la promotion des exportations, d'avantages fiscaux aux bénéfices des exportateurs.

Connu pour ses performances à l'exportation dans le domaine de la transformation du papier, le P-dg de la société Khellout a, dans son intervention, lancé quelques messages aux pouvoirs publics. Dans ses propos, il y avait comme un regret de n'avoir pas pu, pour cause de blocage, poursuivre ses exportations à destination de différents et nombreux pays du monde. « Nous avons été les acteurs des exportations hors hydrocarbures à une certaine époque. Le cheminement a été dur au regard des difficultés auxquelles nous avons été confrontés, mais nous avons réussi à placer nos produits à l'étranger », dira-t-il.

Au fil des communications, ont suivi des chiffres sur le niveau constamment en baisse des exportations hors hydrocarbures. Selon le président de Anexal Nasri Ali Bey, la couverture de la balance commerciale était excédentaire avec 117% en 2013. Elle a chuté à 57% en 2015. Et comme pour enfoncer davantage le clou, le premier responsable de Anexal a ajouté : « Nous ne



Les exportations hors hydrocarbures doivent perdurer dans le temps.

sommes pas un pays exportateur. Nous ne devons pas revenir en arrière, nous devons mieux maîtriser les procédures à l'export à travers le diagnostic des blocages et encourager nos produits à l'exportation. Il existe une compétition très féroce dans l'exportation des produits agricoles.»

Tout a été dit dans ce passage « L'Algérie n'a pas pu se défaire de la dépendance aux hydrocarbures. Avec la chute des prix de ce type de produits, l'Algérie enregistrera à fin 2016, un déficit de 20 milliards USD ». Ce passage de la communication de M^{me} Chettab chercheuse au Cread a entraîné un certain brouhaha au sein des participants. Ce sont

majoritairement des opérateurs économiques venus des régions de l'extrême Est du pays. Ils paraissaient avoir pris acte de la déclaration de M^{me} Chettab sur la question de la stagnation de la structure du commerce extérieur algérien. « Cette stagnation dure depuis deux décennies. L'industrie algérienne est totalement dépendante de l'importation en matière d'intrants. Notre pays en est un grand consommateur », a ajouté cette experte dont l'intervention a été très appréciée.

A noter l'excellente collaboration de la Chambre de commerce et d'industrie « Mermoura » de Guelma.

A. Bouacha